

Copie de conservation et de diffusion, disponible en format électronique sur le serveur WEB du CDC :

URL = <http://www.cdc.qc.ca/prospectives/4/genest-4-3-1968.pdf>

Article revue Prospectives, Volume 4, Numéro 3.

*** SVP partager l'URL du document plutôt que de transmettre le PDF ***

L'école secondaire est-elle facteur de délinquance?

par Adrien GENEST*

NON, L'ÉCOLE, en principe, n'est pas génératrice de délinquance. Enseignants et responsables ont justement mission d'éducation autant que d'instruction; je crois qu'en général il faut leur rendre justice et reconnaître qu'ils prennent leur « mission » au sérieux.

Cependant, l'école actuelle au Québec, (je devrais plutôt dire « à Québec » pour éviter le danger d'une généralisation précoce) l'école actuelle est, par impuissance et par infirmité, facteur indirect de délinquance. Et c'est précisément ce que j'essaierai de vous faire voir, dans les pages qui suivent, en touchant les points suivants:

- les conditionnements paralysants pour l'œuvre préventive de l'école;
- la délinquance et les infirmités de l'école nouvelle;
- la nécessité de l'assainissement du milieu scolaire;
- un nouvel échelon dans notre système d'éducation: les centres de rééducation.

CONDITIONNEMENTS PARALYSANTS

D'abord, je tiens à situer mes observations en regard des écoles secondaires. Non pas que le problème se limite à ce secteur, mais par simple honnêteté. Mes fonctions, mes relations avec les collègues, mon expérience ne dépassent pas, dans la pratique, le niveau secondaire: je serais donc malvenu de porter un jugement sur les autres secteurs.

Les conditionnements paralysants dans lesquels évolue l'enseignement secondaire sont nombreux. J'en retiendrai quelques-uns que je grouperai sous quatre chefs:

- le peuple et ses dirigeants;
- les parents de certains de nos élèves;
- les étudiants et les para-étudiants;
- les enseignants, les « directions » et la commission scolaire.

Le peuple et ses dirigeants

Notre population québécoise s'éveille à la nécessité de la culture. La télévision, les journaux et périodiques de tout genre, les déclarations de nos dirigeants, particulièrement du ministère de l'Éducation, ont

* Le Frère Adrien Genest est principal de l'École Cardinal-Roy à Québec. Il est aussi président de l'Association des principaux d'écoles de Québec. Nous reproduisons ici le texte d'une causerie qu'il prononçait, en mars dernier, lors du colloque de criminologie du COBEQ.

permis au peuple de faire des comparaisons et de mesurer l'écart qui nous séparait des populations cultivées. On s'est rendu compte, à Québec, que nous n'étions, en ce qui a trait à la culture, qu'un pays en voie de développement.

Face à la réaction populaire, et la devançant le plus souvent, nos dirigeants se sont mis à repenser les structures, à talonner les parents (à juste titre « premiers responsables » de la culture de leurs enfants), à stimuler les enseignants tantôt par des promesses, tantôt par des coups de férule. Si bien qu'aujourd'hui, l'outillage est en branle vers la culture... ou ce qui en tient lieu ! Car n'oublions pas que des 1,500 pages du Rapport Parent, des milliers de communiqués du ministère de l'Éducation, des milliers de paroles entendues en marge de la culture, le peuple n'a retenu qu'une chose : « Il faut des diplômés ». Diplôme pour entrer sur le marché du travail, diplôme pour continuer ses études, diplôme pour commander un salaire, diplôme pour accéder à des promotions. Diplômes partout, diplômés pour tout... pour rien bien souvent. Si notre peuple a soif de quelque chose, c'est moins de culture que de diplômés !

Voilà un premier conditionnement paralysant. À lui seul, il suffirait à transformer nos écoles secondaires en pétaudières. Parce qu'il faut des diplômés à tout prix, au prix même de la culture sacrifiée, il faut que *tous les enfants* passent par le secondaire, doués ou pas, intéressés ou pas, motivés ou pas; il faut que l'école publique ouvre tout grands ses bras aux enfants des payeurs de taxes. Parce qu'il faut des diplômés indépendamment de la culture, il faut que les conditions d'accessibilité, les exigences, soient réduites au minimum. Et nos dirigeants du Ministère l'ont bien compris qui ne se gênent en rien pour « normaliser » les résultats, concéder des échecs (un sur trois ou un sur deux) par groupe de matières. Les étudiants sont bien au courant de ce manège et plusieurs se vantent d'y puiser le moyen de « réussir ».

Parents de certains de nos élèves

Autre conditionnement paralysant que l'attitude de certains parents qui « forcent » leurs enfants à l'école. Ici, je pourrais dresser une liste, longue et significative, des arguments le plus souvent entendus lorsque la Direction essaie de suggérer le retrait d'un élève. En voici quelques exemples :

« *Vous n'y pensez pas, monsieur le Principal, qu'est-ce que je vais en faire à la maison ?...* »

« *Il ne peut pas se placer, il n'a pas de diplôme !* »

« *Et puis, on paye assez cher de taxes pour qu'il vienne à l'école...* »

« *Bon, mais qu'est-ce que le juge va dire... La dernière fois qu'il est passé au Bien-être social, il a choisi votre école plutôt que l'école de réforme. Il doit s'y rapporter tous les quinze jours !* »

« *Et puis, je n'ai pas les moyens de le garder à la maison. S'il ne va pas à l'école, on va me couper mes allocations (ma pension de mère nécessiteuse)... Qu'est-ce que je vais avoir pour vivre ?...* »

Et je m'arrête, le bouquet est petit, mais les fleurs sont jolies ! Admettons que, pour plus de 50% des parents de nos élèves du secondaire, le mot diplôme comporte l'idée de culture plus ou moins définie. Il reste que, pour bon nombre, le diplôme n'est que la clef d'entrée sur le marché du travail et qu'on se balance de la culture qu'il suppose. Il reste pénible de rencontrer des parents (10 à 15%) qui considèrent encore l'école comme une garderie d'enfants ou une sorte de centre de réforme mitigé, sans parler des mères nécessiteuses qui y voient leur gagne-pain !

Un sondage sociologique, que je ne voudrais pas exploiter parce qu'il a été fait en mon école seulement (Cardinal-Roy), a révélé que, chez nous justement, plus de 100 étudiants ne viendraient pas à l'école s'ils n'y étaient pas forcés par leurs parents, recommandés par le *Bien-être social* ou parce que sans cela, la mère perdrait ses allocations. Le même sondage a confirmé l'appétit de diplôme. À la question : « Si l'on vous offrait votre diplôme de 11^e année sans étude préalable, seriez-vous heureux de le demander ? » 209 étudiants le demanderaient tout de suite et 272 y réfléchiraient avant de le demander. C'est dire qu'à première vue, 55% seulement de nos étudiants pensent d'abord en terme de culture... et ce nombre devrait être réduit dans la pratique.

Bref, l'attitude des parents qui « forcent » leurs enfants à fréquenter les écoles secondaires, peu importe la raison invoquée, crée dans toutes les classes un autre conditionnement paralysant pour l'action éducatrice et donc préventive des enseignants.

Étudiants et para-étudiants

Je n'étonnerai personne ici si je mentionne le climat sociologique du monde étudiant comme troisième conditionnement paralysant à l'action bénéfique

de l'école. Je ne suis pas prêt à blâmer l'étudiant pour autant, mais c'est un fait que l'atmosphère où se débat l'étudiant en est une des plus néfastes.

Au temps où l'étudiant évoluait entre le respect des traditions et l'emprise de l'idéal, il vivait simultanément au passé, au présent et au futur. Par ses attitudes actuelles, et à Québec, l'étudiant répudie le passé; inquiet, insécuré, il refuse d'investir en son avenir; seul le présent compte pour lui, le passager par conséquent, et le plus souvent vidé de l'essentiel. Là il retrouve une certaine sécurité immédiate dans son univers en vase clos. Étrange univers quand même, douillet comme un nid, méfiant comme un voleur et défiant envers les adultes « qui ne comprennent rien. »

Ces attitudes « existentialistes », cette quasi-obsession de sécurité immédiate, cette méfiance du monde adulte, c'est tout cela que l'élève apporte à l'école dans son cartable, vide de livres le plus souvent. Fi du passé, flûte à l'avenir, l'écolier se cramponne à son présent, s'identifie avec lui par des vêtements, des breloques, des chevelures, des loisirs, des aspirations, des passions, des expériences bien à lui... et où les grands n'ont pas à mettre le nez.

Face à l'étudiant du jour, le maître doit être bien subtil pour en percer la cuirasse. Le plus souvent, il sera toléré à l'extérieur comme un mal nécessaire, mais s'il veut forcer l'ouverture, s'il veut s'ingérer dans les « affaires internes » il est bousculé sans merci. Autrement dit, tant qu'il « sert » de l'instruction ou de la culture et laisse chacun libre d'en manger selon son appétit, l'étudiant ne s'y oppose pas. Mais sitôt que le maître tente de motiver l'élève, qu'il essaie de doubler la ration de travail personnel, de greffer un idéal qui ouvrirait l'étudiant sur les autres ou sur son avenir, le plus souvent l'oreille de ce dernier se ferme à double clé.

Pas étonnant, dès lors, que nos écoles vibrent au rythme du yé-yé; que l'objet des conversations d'élèves (aux heures de récréation) soit le dernier film, la dernière danse, la plus récente conquête, la plus récente « expérience » (colle, marijuana, etc.) et les projets de soirée ou de fin de semaine du même acabit.

Le malheur veut que tous les étudiants en soient fatalement contaminés: les jeunes, par les moins jeunes; les « innocents » par les « initiés »; les bons par les pervers. Et le maître, dans tout cela, est impuissant dans son action directe. Ce n'est pas devant

lui qu'on parle de ses prouesses ! Son action préventive auprès des « verts » est très éphémère. Que valent tous les bons principes, les conseils judicieux, les attentions bien intentionnées, auprès de l'information de base, des récits farfelus, des invitations ou des défis d'un chef de bande ?

Le malheur veut aussi qu'un certain nombre d'étudiants jouisseurs, d'étudiants révoltés, d'étudiants « canailles » (ceux que je nomme les « para-étudiants ») fassent école plus et « mieux » que les maîtres eux-mêmes.

Enseignants, directions et commission scolaire

J'ai hésité avant de mettre les enseignants et la commission scolaire locale au chapitre des conditionnements paralysants à l'œuvre préventive de la délinquance juvénile. Comme principal, je suis juste à la croisée des feux. Si des pruneaux doivent partir, je les recevrai des deux camps. Tant pis, j'en prends le risque, fort de compter chez eux plus d'ouverture d'esprit que de mesquinerie.

Souvent on entend dire: « Ah ! on n'a plus les enseignants qu'on avait... » et avec une trogne qui laisse deviner le reste. Si l'on voulait dire que les enseignants sont mieux préparés qu'autrefois, qu'ils sont plus accaparés professionnellement et socialement que naguère, que leur tâche est devenue plus ardue et plus ingrate que jamais, qu'ils ont abandonné leur concept « classe » pour y substituer le concept « école » et même « monde étudiant », ce ne serait pas si mal.

Mais non, on veut surtout nous signifier que nous ne sommes plus disponibles comme autrefois, que la profondeur de notre engagement professionnel est moins prononcée, que notre satisfaction à l'emploi dépend plus des conventions collectives que de l'exercice passionné d'une profession aimée et librement choisie. Si, autrefois, nous avions l'impression de nous épanouir dans l'enseignement, aujourd'hui, il semble qu'il nous faut sortir de l'école, sortir du monde enseignant pour prendre une bouffée d'air frais et pouvoir y revenir.

Il faut admettre que l'enseignant est aussi souvent victime de tout cela qu'il n'en est coupable. L'enseignant a dû lutter pour son statut professionnel, il a dû se défendre contre certaines exploitations,

il a reçu des coups de « bill » dans les jambes, il est, de plus en contact quotidien avec des étudiants devenus aussi arrogants qu'indolents,.... le professeur, malgré lui, est souvent déprimé, abattu. Seuls sont épargnés les maîtres naturellement optimistes, les maîtres nantis de leurs parchemins, donnés à leur mission et ouverts aux problèmes sociaux et psychologiques des jeunes. Or, ce n'est certes pas toujours le cas.

Les autres, les maîtres inquiets, les maîtres encore aux études, les maîtres engagés dans les revendications, fermés sur leur « petit bonheur », donneurs de cours à la chaîne minutée, ceux qui croient devoir vivre, à l'âge adulte, une adolescence qu'ils n'ont pas su s'offrir plus tôt, ces maîtres ne peuvent se « donner » pleinement à leur profession et, partant, ne peuvent empêcher d'être un peu paralysants.

Toujours au chapitre du personnel enseignant, certaines directions d'école — et même les meilleures — peuvent être, sous certains angles, des éléments paralysants. Les directeurs qui se disent encore capables de « mener » leurs écoles tout seuls, ceux qui se flattent de laisser la gouverne de l'école aux professeurs seuls, ceux qui sont bien aise de laisser une certaine autonomie au conseil des maîtres et au conseil étudiant *pourvu* qu'ils agissent toujours dans leur propre ligne de pensée, ces directeurs à courte vue ne sont plus à la page, et leur action paralysante se fait sentir à tous les niveaux de l'école.

Même les commissions scolaires peuvent être paralysantes à leur façon. Je ne veux pas souligner certaines attitudes tracassières, certaines lenteurs à fournir l'outillage nécessaire, mais je ne puis m'empêcher d'insister sur les hésitations à donner aux écoles le minimum d'autonomie dont elles ont besoin pour traiter leurs problèmes locaux d'ordre administratif, pédagogique ou disciplinaire. Dans notre milieu, la personnalisation de l'école n'est pas encore un fait accompli. Notre société commence à croire à l'enseignement individualisé. Les commissions scolaires l'imposent par leurs directives. Fait paradoxal, à Québec, les directives uniformes sont toujours à la mode. Parfois, les prises de position des directions, sous l'éclairage du conseil d'école ou de comités spéciaux, peuvent être renversées par l'intervention de quelqu'un d'autre, même s'il est étranger au milieu immédiat et démuné d'informations circonstanciées.

Ce n'est pas l'heure des compliments, car alors je devrais ouvrir un chapitre sur l'esprit progressif de notre commission scolaire, son zèle pour l'implantation de l'école nouvelle, etc. Restons-en aux conditionne-

ments paralysants. Les dirigeants d'écoles n'ont pas de statut défini. Ils ont un mandat global, sans modalités d'application, comme sans extension ni limites. On leur dit bien « vous êtes partie de l'administration ». Peut-être, mais le plus souvent, c'est la « partie » qui *fait* ce que l'autre *ordonne* ! Si bien que les mesures de répression qui s'imposent doivent être pesées au poids d'une autonomie mitigée et au risque d'être contre-carrées d'autorité.

Que les parents ou les politiciens aient gain de cause contre l'école, une fois, deux fois et voilà les élèves-problèmes qui font un pied de nez aux « cadres » locaux. Forts de leur *immunité scolaire*, conférée par le sacro-saint principe de *l'école pour tous*, ils reviennent contaminer et l'atmosphère de l'école et l'esprit des bons étudiants.

DÉLINQUANCE DANS NOS ÉCOLES

Après ces considérations sur les conditionnements paralysants, vous ne serez pas surpris si je vous dis que dans nos écoles, il y a délinquance juvénile. Il ne faut pas dramatiser les choses. Rien de tragique, mais il y a dans notre système tout ce qu'il faut pour que, d'ici cinq ou dix ans, la situation soit dramatique.

Ainsi, et moins chez les filles que chez les garçons cependant, depuis le décloisonnement des cours, la promotion par matière et les *locaux-disciplines*, les bris de meubles et des fournitures sont beaucoup plus accentués. C'est que l'élève n'appartient plus à sa *classe* et il n'appartient pas encore à *l'école* comme entité englobante.

À l'école, l'étudiant débrouillard se procure à peu près tout ce qu'il veut sans déboursier un sou; vestiaires faciles à ouvrir, stylos laissés sur les tables, livres remisés sommairement sur une étagère, cartables déposés près d'une porte pour deux minutes, lui fournissent un éventail d'effets pratiques. Les larcins, c'est par centaines qu'on doit les déplorer... et il faut ajouter les plus sérieux: machines à écrire, magnétophones et micros.

Et que dire de la petite pègre ? Du chantage bien orchestré: « Tu m'apportes de l'argent (50 cents ou \$1.) sans cela tu auras affaire à *nous* ». Nous, c'est le gang, la pègre des petits. Petite pègre aussi qui décide de briser telle voiture ou de la couvrir d'œufs pour faire payer la sévérité du professeur. Petite pègre encore qui décide de garder « discrètement » une porte non

fermée à clé pour revenir en bande, la nuit, « faire » le dépôt de barres de chocolats !

Plus grave encore, les petits rendez-vous pour respirer la colle et fumer la mari. L'expérience des colles semble à peu près terminée. Au moins 50% des étudiants du secondaire l'ont faite. La plupart en ont été de suite dégoûtés; les autres ont vite fait de changer pour « mieux »: pelures de banane grillées, *spray net* sur les cigarettes et que sais-je encore. D'autres, apparemment peu nombreux, continuent de fumer la marijuana de piètre qualité: .25 la cigarette ou même .11 en spécial auprès d'un vendeur de pharmacie (son petit commerce personnel et clandestin). Un sondage rapide auprès des directeurs de nos écoles secondaires laisse croire que les usagers de la mari se comptent sur les doigts de la main dans chacune de nos écoles. Mais je crains, personnellement, qu'en réalité il faudrait parfois prendre les deux mains ou s'aider de celles du voisin.

Ajoutons à cela les vols à l'étalage dans les magasins à rayons, les pillages de bourses, les « règlements de compte » à coups de poings et de pieds et vous aurez les ombres fortes au tableau de notre belle jeunesse estudiantine de Québec.

C'est que l'école actuelle s'y prête. Autrefois, la sélection naturelle et la sévérité des exigences d'admission ou de promotion des écoles, en majorité dans le secteur privé, éliminaient automatiquement les fauteurs de troubles. Je ne dis pas cela pour blâmer le système actuel, ni pour exprimer un regret des situations du passé, mais je veux souligner ici que le principe de l'accessibilité à l'éducation supérieure pour tous, postule un regroupement d'étudiants beaucoup plus nombreux et beaucoup plus hétérogènes, au secondaire. Et, comme la promotion de la qualité est loin d'avoir suivi la promotion du nombre, il nous faut admettre que le niveau du comportement des étudiants d'aujourd'hui est fatalement inférieur à celui d'il y a dix ans seulement.

Théoriquement, l'école nouvelle devait résoudre les grands problèmes de l'éducation moderne. Elle devait pallier le manque de professeurs, le manque d'écoles et, par l'ouverture de l'éventail des cours offerts, elle devait être l'école « sur mesure », à la mesure de chacun des étudiants. De fait, elle a abouti, le plus souvent, à engendrer des géants informes où la tête ignore ce que font les pieds. Circulez dans ces agglomérations fantastiques d'étudiants anonymes, soumis à un régime d'émigration perpétuelle, réduits

par la force des choses à n'être qu'un numéro matricule, sans contacts réels avec les éducateurs...

On aura beau dire que la polyvalence est à l'image de la société nouvelle: complexe, axée sur la spécialisation individuelle, et fondant son image collective sur la responsabilité des individus qui la composent. Dans l'esprit et dans les bureaux des penseurs du renouveau en éducation, c'est clair et logique. Mais dans la pratique, dans les écoles, cette pédagogie nouvelle a-t-elle pu être édiflée en même temps que les murs? Ni les élèves, ni les enseignants n'étaient prêts à vivre cette expérience. Tous ne le sont même pas aujourd'hui. Le professeur qui naguère avait *sa* classe, connaissait à fond chacun de *ses* élèves, portait une attention personnelle à chacun, a-t-il pu changer son optique en un temps si court? Trop souvent dans la même optique, il se prend à dire. « Bah, c'est pas un élève de ma classe, je ne suis pas son titulaire, ce n'est pas ma classe qui est en défaut. » Et il oublie qu'il n'a plus de classe, qu'il n'est plus titulaire, et que, s'il raisonne comme jadis, il n'a plus aucune responsabilité. Il nous faudra peut-être une autre génération étudiante pour que l'ensemble des professeurs pensent en termes d'école ou d'équipe et non de classe. Autrement dit, qu'ils se sentent responsables de *tous* les groupes de l'école, responsables de *toutes* les activités de l'école, de *tous* les élèves indistinctement. Et que cette responsabilité est moins la sienne propre que *sa* part à lui dans la responsabilité collective du corps professoral. Il sera conscient qu'il ne peut se soustraire à l'action concertée des enseignants de son école, de son secteur, ou du Québec.

Il en est de même pour l'élève. Stimulé par la fierté du groupe, craignant l'œil du maître jaloux, à bon droit, du rendement et du comportement de *sa* classe, l'élève encadré marchait au pas de *sa* classe. Plus lentement qu'il aurait voulu, pour quelques-uns, mais au moins à une vitesse moyenne que les plus indolents devaient emboîter au risque d'être abandonnés en route. Aujourd'hui, l'élève prend le pas qui lui convient. Bien sûr, les meilleurs se sentent libérés et progressent davantage. Mais les autres, ceux que l'on devait justement épauler, sont laissés à eux-mêmes. Par manque de contacts personnels avec leurs éducateurs, par manque de stimulant de groupe, les voilà plus démunis que jamais. Rien d'étonnant à ce que leur rendement académique soit à la baisse; rien d'étonnant à ce que leur comportement impersonnel tende à la délinquance. C'est toute une génération qu'il faudra pour leur inculquer, petit à petit, que la responsabilité qu'ils ont abandonnée à l'endroit de leur classe,

redevient *leur* à l'endroit d'eux-mêmes pris individuellement et à l'endroit de toute l'école dont ils sont collectivement responsables.

ASSAINISSEMENT DU MILIEU SCOLAIRE

Que l'on prône le droit strict de tout enfant à l'éducation, je le veux bien; encore faut-il y mettre des conditions. L'école sur mesure, ne veut pas nécessairement dire qu'elle doit être lâche au point d'être accessible même à ceux qui ne peuvent (qui n'ont plus d'énergie) ou ne veulent pas utiliser ses services. L'école personnalisée ne postule pas que chacun des étudiants peut y faire à sa tête impunément. Et qu'on en finisse d'écrocher les oreilles des enseignants en leur déclarant qu'avec la multiplicité des options, tout élève doit se sentir à l'aise et heureux à l'école, et que s'il ne l'est pas, c'est que l'enseignant ne sait pas tirer partie des « miracles » de l'école nouvelle.

L'assainissement du milieu scolaire à Québec est aussi l'affaire de tous, celle des commissions scolaires, du Ministère, tout autant que celle des parents, des étudiants et des enseignants. Malgré les conditionnements paralysants dont ils sont victimes, les enseignants et les dirigeants immédiats de nos écoles veulent cet assainissement. Non pas tant qu'ils souhaitent le retrait des indésirables sous l'angle académique ou disciplinaire, mais bien plutôt que les normes d'accessibilité à telle option et les normes de maintien soient telles que les indésirables, les élèves-problèmes, n'aient d'autre alternative que de se rendre désirables ou de changer d'option. L'école régulière doit ouvrir ses portes à tous ceux qui veulent et peuvent profiter de ses services. Veulent, pas une velléité quelconque, mais un bon vouloir rendu tangible par une application soutenue, un rendement convenable et un comportement qui ne nuise en rien à l'enseignement des maîtres et au droit strict de la masse des bons étudiants à une éducation de qualité. Nivelons par le haut, si vous le voulez, non par la base. Au lieu de faire l'école régulière accessible à tous, en la réduisant à une garderie d'enfants ou à un centre de rééducation, faisons de l'école le privilège de tous ceux qui se haussent aux exigences codifiées et mises en force par le Ministère, la commission scolaire et la direction locale.

Pourquoi tant de graines de délinquance germent-elles entre les murs de nos écoles? Par exemple, pourquoi ces bris impunis, ces commerces de livres de classe, ces habits dépenaillés, ces longs cheveux, ces attitudes de défiance, ces indolences chroniques, ces

absences non motivées, comme ces fumeries interminables de cigarettes avant, entre et après les cours? C'est qu'il y a démissions sur démissions. Les parents démissionnent et ne prennent pas l'école au sérieux quand ils permettent à leurs enfants de transporter leurs caprices à l'école, pourvu qu'on leur laisse la paix et qu'ils soient gardés entre les quatre murs durant le jour. Les enseignants démissionnent quand, pour des raisons différentes, ils ferment l'œil sur des comportements qui seraient à peine tolérés dans une discothèque de jeunesse bien tenue. J'ai bien dit pour d'autres raisons. En effet, l'enseignant a peur d'être taxé de faire du zèle ou bien il sait son action futile parce que non appuyée éventuellement par un règlement sévère et mis en force par la commission scolaire, règlement qui rendrait l'étudiant passible d'une sanction allant jusqu'à la suspension de l'école...

Comment concilier *l'école pour tous* avec une suspension ou un changement possible d'option? Très facilement. Il y a déjà des secteurs d'éducation diversifiés, peut-être devons-nous les mieux utiliser. Ainsi, les élèves normaux et motivés seraient dans le secteur régulier, celui que nous avons. D'autres, normaux encore, mais non motivés pour des études régulières, seraient orientés vers des apprentissages de métiers pratiques. Cela aussi, l'école polyvalente le prévoit et plusieurs milieux l'offrent déjà sur une échelle plus ou moins grande. Le malheur, c'est que ce cours d'enseignement professionnel court ne jouit pas encore de la faveur du public. Et le public n'est pas à blâmer pour autant. C'est que ce cours ne donne pas encore droit à un diplôme officiel et reconnu à l'égal des certificats d'études régulières, dans un secteur différent. À Québec, cette année, les écoles de métiers Québec-Ouest et d'Automobile ne comptent pas cent élèves à plein temps, alors que normalement, nous devrions au bas mot en compter près d'un millier. Allégez le cours régulier des 900 étudiants qui, d'après la distribution des talents et la motivation, devraient s'y trouver et vous assainissez le secteur des quatre ou cinq étudiants de chaque groupe ou classe qui alourdissent la marche de l'ensemble. De fait, l'élève du cours régulier qui se contentait de n'être pas dans les tout derniers, s'y voit acculé, et le risque de n'être pas renfloué par une normalisation qui n'autorise que 10% d'échecs le stimulerait à donner un meilleur rendement. C'est, automatiquement ou presque, que le rendement scolaire des étudiants du secteur serait amélioré.

En principe, je concède que l'option métier devrait être laissée à l'étudiant lui-même, sous l'éclairage des conseillers en orientation, des parents et des maîtres.

En pratique, il faudrait que la direction locale puisse en offrir l'alternative à tout élève qui ne veut pas ou ne peut plus suivre avec profit le cours régulier. Et cela, à condition que l'étudiant sache bien qu'en ce domaine, la décision de la direction en conseil est finale.

Certains diront avec raison: « Un élève-problème reste tel, qu'il soit au cours régulier ou aux métiers... On ne résout pas le problème en le déplaçant ». Bien sûr. Mais combien d'élèves ne font problème que parce qu'à la maison, ils peuvent tout se permettre impunément et qu'à l'école, aux cours réguliers, ils sont tolérés, qu'ils s'adonnent ou non à leurs études, à moins qu'ils ne créent un scandale grave. C'est donc, ici encore, impunément, du moins pour l'instant, qu'un étudiant du cours régulier peut se contenter d'être présent aux cours sans plus, avec les résultats que nous connaissons.

« On ne résout pas le problème en le déplaçant ». Peut-être faudra-t-il effectuer encore un déplacement de l'élève-problème, des options métiers à d'autres options encore à créer.

CENTRES DE RÉÉDUCATION

Tous nous sommes conscients que notre belle jeunesse n'est pas *telle* en tous les milieux. Chacune de nos écoles du secondaire, à Québec, pourrait fournir une liste d'étudiants et d'étudiantes qui ont eu des démêlés avec la police juvénile ou les juges du Bien-être social. C'est peut-être normal. Ce qui l'est moins, c'est que des étudiants soient *condamnés* à l'école régulière plutôt qu'à un centre de rééducation. Ici, je suis conscient de sortir de mon domaine et je m'en voudrais de prôner des modalités trop précises. Chose certaine, c'est que bon nombre de jeunes entre 16 et 18 ans, abandonnent leurs études par découragement, par dépit, quand ce n'est pas tout simplement par paresse ou vice encore pis. Les cours réguliers n'ont pas pu les retenir; les métiers n'ont pas eu l'heur de plaire. Ils vont grossir le nombre des jeunes chômeurs désœuvrés, ou les bandes de jeunes voyous, principales sources de recrutement de la délinquance juvénile.

N'y aurait-il pas moyen de forcer l'éducation de nos jeunes de 16 à 18 ans comme la chose se fait en d'autres pays? Pas question ici de service militaire, mais des centres d'apprentissage pour *internes*, sortes de foyers d'accueil pour les handicapés sociaux, qui recevraient les jeunes désœuvrés avant qu'ils ne deviennent passibles *d'internement* dans nos écoles de réforme. Je laisse à mes collègues le soin de développer ce dernier point.

ET JE CONCLUS

Il y a délinquance juvénile en nos écoles de Québec, même si la situation n'est pas encore tragique dans le milieu secondaire. Cependant, avec l'accroissement du taux de scolarisation et du nombre des étudiants au secondaire, il faut nous attendre à pire, à moins qu'on ne trouve moyen d'atténuer les conditionnements qui paralysent l'action préventive de l'école. Cette action préventive doit commencer par l'assainissement du milieu scolaire, moins par le retrait des élèves-problèmes que par des structures et des mécanismes correctifs. Pour les cas extrêmes cependant, il ne faudra pas hésiter à regrouper les inadaptables dans des centres de rééducation avant qu'ils n'aient contaminé la masse des meilleurs.

C'est toujours pénible de soustraire au milieu social naturel un citoyen d'âge tendre, mais si la qualité de l'éducation des autres est à ce prix, pourquoi hésiter? Ne risquons pas de nous faire qualifier de vendeur ignoble, comme le serait le vendeur de fruits qui se contenterait de retourner un fruit gâté dans le panier plutôt que de l'enlever, sous prétexte que son panier polyvalent est fait pour tous les fruits, bons ou moins bons! Le vendeur pourrait lui, en s'essuyant les mains à son tablier, se faire un clin d'œil approbateur et se croire rusé. Après tout, ce n'est qu'un panier de poires! Mais nous, nous n'avons pas le droit de risquer la contamination de la grande majorité de nos jeunes et d'assister, les bras croisés, à la dégradation de notre clientèle scolaire •